LETTRE D'INFORMATION N°53

Iñaki ECHANIZ

MARS ET AVRIL 2026

ÉLECTIONS MUNCIPALES 2026

J'adresse toutes mes félicitations à l'ensemble des maires et conseillers municipaux élus ou réélus au mois de mars. C'est avec un profond respect que je salue leur engagement au service de l'intérêt général et du vivre-ensemble. Dans la période politique, sociale et internationale inédite que nous traversons, ils sont un maillon essentiel de la vie démocratique et citoyenne, mais aussi un rempart face au repli sur soi, à l'individualisme et à l'isolement.

Profondément attaché au rôle essentiel de nos communes, cœurs battants de nos territoires, je vais poursuivre mon engagement pour les défendre avec détermination à l'Assemblée nationale en portant leur voix, en soutenant leurs moyens d'agir et en veillant au respect de leurs compétences.

Je sais pouvoir compter sur mon collègue Stéphane Delautrette, président de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation, qui mène, depuis son élection à cette fonction au sein de notre Assemblée, un travail remarquable.

Personnellement engagé aux côtés de Marie-Lyse Bistué sur la liste Oser Oloron ensemble, j'aimerais lui adresser une pensée particulière.

C'est un bonheur d'avoir, aujourd'hui, une femme Maire de la capitale du Haut-Béarn.

Ce fut un honneur de participer à cette campagne avec une formidable équipe. Je remercie l'ensemble des Oloronaises et Oloronais de s'être déplacés et de nous avoir accordé leur confiance.

Un remerciement particulier également à Bernard Uthurry pour son engagement sans faille au service de notre ville et de notre territoire.

RENCONTRES ET ÉCHANGES AUTOUR DU CENTRE HOSPITALIER D'OLORON SAINTE-MARIE ET DE L'OFFRE DE SOIN SUR NOTRE TERRITOIRE

Nous avons reçu avec Marie-Lyse Bistué, maire d'Oloron, Nicolas Maleig, premier adjoint, et Geneviève Cimorra, conseillère municipale, des représentantes du personnel du centre hospitalier d'Oloron. Nous avons également échangé avec la direction, l'Agence régionale de Santé et la sous-Préfète d'Oloron.

Ces rencontres s'inscrivent dans un travail de dialogue régulier que je mène avec les acteurs du territoire, en lien étroit avec l'Agence régionale de santé, afin de répondre au mieux aux enjeux et aux besoins de santé locaux.

Ces échanges ont permis de réaffirmer notre mobilisation collective en faveur des personnels médicaux et paramédicaux, ainsi que des usagers.

Nous allons continuer notre action pour soutenir notre hôpital de proximité avec :

- La mise en place d'un groupe de travail extra-municipal à l'échelle de notre commune et une collaboration permanente avec la communauté de communes qui possède la compétence de la santé ;
- La programmation d'une grande réunion publique avec la direction, les médecins, les personnels soignants et la population pour construire ensemble l'avenir de notre hôpital ;
- Le prochain vote en conseil municipal d'une caution d'emprunt pour concrétiser la reconstruction de l'Ehpad l'Age d'Or ;
- L'amélioration de la communication, avec une page consacrée à la santé dans chaque Info Oloron pour présenter, informer et valoriser les actions de l'hôpital.

MOBILISÉ CONTRE LES FERMETURES DE CLASSES

Face aux menaces de fermetures de classes dans plusieurs écoles de la circonscription, je me suis mobilisé aux côtés des parents d'élèves et ai eu de nombreux échanges avec le directeur académique des services de l'Éducation nationale (DASEN) afin de faire valoir les réalités locales et les besoins des élèves.

J'ai défendu le maintien des classes, essentiel à la qualité de l'enseignement, à l'égalité des chances et à la vitalité de nos communes rurales. À la suite des différentes audiences, un certain nombre de mesures ont pu être évitées. Je resterai pleinement mobilisé pour que des solutions adaptées soient trouvées en concertation avec les équipes éducatives et les élus locaux.

PERMETTRE AUX ÉLÈVES DE COMPOSER DANS LEUR LANGUE D'ENSEIGNEMENT LORS DES EXAMENS

Mercredi 1er avril, dans le cadre du groupe d'études sur les langues et cultures régionales dont je suis membre, nous avons auditionné des lycéens des réseaux immersifs Diwan et Seaska venus revendiquer leur droit à passer les examens dans la langue de leur enseignement. À cette occasion, les sénateurs Max Brisson et Karine Daniel ont également présenté leur rapport d'évaluation de la loi Molac.

Permettre aux élèves de composer dans leur langue d'enseignement, c'est reconnaître pleinement la légitimité de ces langues, partie intégrante de notre patrimoine commun garanties par la Constitution. Avec mes collègues parlementaires du Pays basque nous réaffirmons constamment, aux côtés de l'OPLB, notre soutien unanime à cette revendication.

Le 15 avril, nous avons également reçu à l'Assemblée nationale le collectif "Pour que vivent nos langues".

À LA RENCONTRE DE NOTRE JEUNESSE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Au cours des deux derniers mois, j'ai eu le plaisir d'accueillir à l'Assemblée nationale plusieurs groupes de jeunes et d'élèves venus découvrir le fonctionnement de nos institutions. J'ai ainsi reçu des collégiens de Tardets, de Saint-Jean-Pied-de-Port et de Navarrenx ainsi que de jeunes membres du Conseil municipal des jeunes d'Oloron.

Tous ces échanges ont été riches, marqués par leur curiosité, leurs questions pertinentes et leur engagement citoyen déjà bien présent. Je les remercie pour leur intérêt !

PLUS DE QUARANTE ANS APRÈS LA PREMIÈRE LOI MONTAGNE, NOUS DÉPOSONS UNE NOUVELLE PROPOSITION DE LOI POUR UNE MONTAGNE VIVANTE !

Au début du mois d'avril, nous avons déposé une proposition de loi transpartisane pour une montagne vivante et souveraine.

Quarante et un an après la loi Montagne de 1985 et dix après sa révision de 2016, nous voulons poser les bases d'un acte III de la montagne. L'enjeu est d'adapter ces lois fondatrices au contexte du changement climatique et de donner une traduction concrète du fameux "droit à la différence".

Le texte s'articule autour de deux piliers, à savoir la garantie de l'accès aux services essentiels, notamment l'école et la santé, et celle d'une montagne souveraine et résiliente.

Il est inscrit à l'ordre du jour de nos débats le 12 mai. En parallèle, nos travaux se poursuivent pour finaliser l'écriture de notre proposition de loi sur l'avenir du pastoralisme.

LIRE LA PROPOSITION DE LOI

PROTÉGER LE 1ER MAI !

Le 1er mai n'est pas un jour comme les autres. Héritage des luttes sociales, il symbolise les droits des travailleurs ainsi que les avancées obtenues de haute lutte.

Je suis profondément attaché à la préservation de cette journée, qui constitue un acquis social majeur. La banaliser reviendrait à renier notre histoire sociale et ouvrirait une brèche au nom d'une logique du « travailler plus », portée par la droite et le gouvernement.

Si les employeurs peuvent maintenir leur activité ce jour-là, cela doit se faire sans recourir à leurs salariés, pour lesquels cette journée doit impérativement demeurer chômée.

C'est pourquoi j'étais opposé à la proposition de loi.

SITUATION INTERNATIONALE

Je me réjouis de la libération de Cécile Kohler et Jacques Paris de retour en France après presque 4 ans de détention arbitraire en Iran.

Je salue le travail déterminé des autorités françaises, des agents du Quai d'Orsay et des services de l'État, ainsi que les efforts diplomatiques qui ont permis d'aboutir à cette issue, notamment grâce à des médiations internationales décisives.
Mais cette libération n'efface pas les conditions inacceptables dans lesquelles nos compatriotes ont été détenus.

Le 14 avril, j'étais à leurs côtés pour assister au retrait de leurs portraits des grilles de l'Assemblée nationale. Un geste chargé d'émotion à l'issue duquel Cécile Kohler a admirablement conclu par ces mots : « Vive la vie ! ».

Cette heureuse nouvelle ne doit nous faire oublier la dégradation quotidienne de la situation au Moyen-Orient.

L'absence de stratégie claire et de buts de guerre définis par Donald Trump, en plus de ses déclarations à l'emporte-pièce indignes d'un dirigeant d'une grande puissance, constituent un facteur majeur d'instabilité.

Dans le même temps, le régime iranien demeure en place via les gardiens de la Révolution. Il poursuit sa logique sanguinaire, maintenant son peuple sous contrainte et réprimant toute opposition.

Face à ces dérives, la France et l'Europe doivent porter une ligne claire : celle du droit, du multilatéralisme et de la désescalade. La fuite en avant verbale et militaire ne peut tenir lieu de stratégie. Elle ne fait qu'aggraver les tensions et accroître les risques pour la paix mondiale.
Dans un monde déjà fragilisé par les conflits et les crises, la menace de destruction d'un peuple ne peut être ni relativisée ni banalisée.

Il n'y a pas de paix possible lorsque la guerre vise les civilisations elles-mêmes.

Nous appelons à une reprise urgente des initiatives diplomatiques sous l'égide des Nations unies.

La situation internationale pèse sur les Françaises et les Français qui subissent une importante hausse des prix à la pompe.

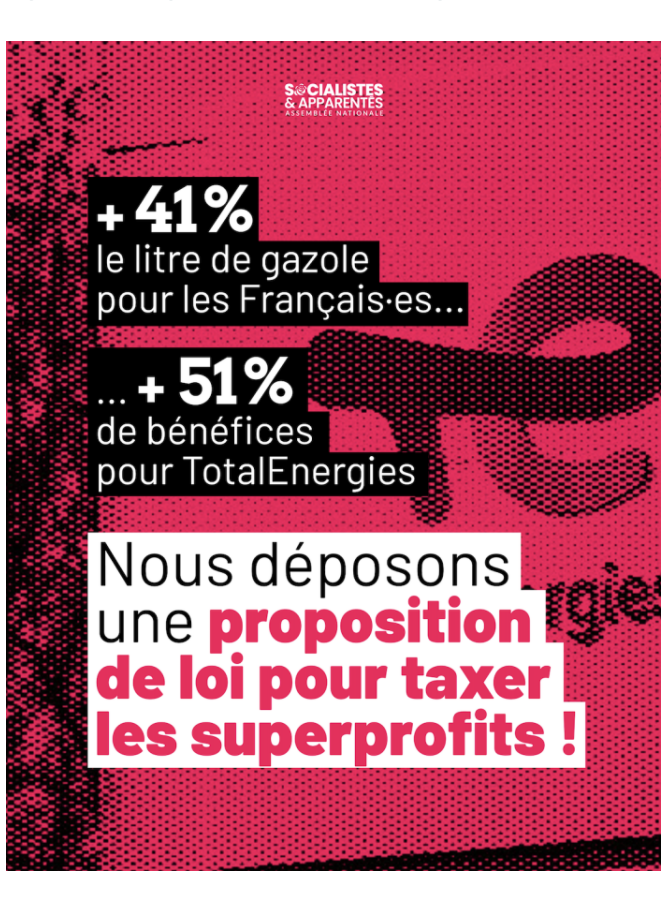
Face à cette envolée des prix, je défends une approche responsable et ciblée. Nous soutenons avec mes collègues la mise en place d'aides pour celles et ceux qui en ont le plus besoin, ainsi que l'examen du recours aux réserves stratégiques pour amortir les hausses brutales des prix.

Nous pensons que l'État doit agir de manière juste et efficace. Il doit s'engager à réutiliser l'ensemble des surtaxes perçues du fait de l'augmentation du prix du baril pour protéger le pouvoir d'achat de nos concitoyens.

Comme l'a rappelé mon collègue Hervé Saulignac en interpellant le Premier ministre le 24 mars, il est urgent de cesser les tergiversations. Le temps n'est plus aux discussions interminables avec les raffineurs ou les distributeurs. Il faut agir maintenant.

Les récentes annonces du Gouvernement vont dans le bon sens mais ont tardé à venir et risquent d'être insuffisantes.

Mardi 7 avril, Thierry Sother appelait le Gouvernement à s'associer à l'initiative européenne pour instaurer une taxe sur les profits exceptionnels réalisés par les entreprises du secteur de l'énergie, entreprises qui enregistrent plus de 80 millions d'euros de bénéfices journaliers depuis le début de cette crise. Face à l'inaction du Gouvernement en la matière, nous déposons, avec mon groupe, une proposition de loi pour taxer les superprofits des grandes compagnies énergétiques. Cette taxation exceptionnelle permettrait de récolter 2 milliards d'euroset financerait ainsi une mesure de soutien au pouvoir d'achat Françaises et les Français des classes moyennes et populaires qui font face à l'explosion des factures de carburants.



POURQUOI JE ME SUIS OPPOSÉ À LA PROPOSITION DE LOI YADAN

La lutte contre l'antisémitisme constitue un impératif démocratique fondamental et s'inscrit, en France, dans une histoire nationale douloureuse qui nous impose une vigilance particulière.

Pour autant, ce texte présente des risques sérieux pour nos libertés fondamentales. En effet, sa rédaction actuelle suscite de réelles préoccupations juridiques, constitutionnelles et politiques et est susceptible de porter une atteinte disproportionnée à la liberté d'expression, notamment à la liberté académique.

La proposition de loi risquerait d'instaurer une censure des discours critiques à l'encontre de l'État d'Israël et de sa politique et détournerait ainsi les moyens de prévention de la haine.

Par ailleurs, notre droit dispose déjà de dispositifs solides pour sanctionner les actes et propos antisémites.

Marc Trévidic, ancien juge antiterroriste, s'est exprimé contre cette proposition de loi, pointant les dangers d'un texte aux contours encore flous.

Pour l'ensemble de ces raisons, mon groupe s'y est fermement opposé, appelant son auteure à le retirer.

La lutte contre l'antisémitisme, sous toutes ses formes, mérite mieux qu'une proposition de loi s'attaquant aux libertés individuelles comme la liberté d'expression. À combattre les ennemis de la démocratie et de la République en renonçant aux principes qui la fondent, nous prenons le risque de leur donner une victoire culturelle et politique.

ADOPTION INÉDITE D'UNE PROPOSITION DE LOI SOCIALISTE D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le mercredi 8 avril, l'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi de mon collègue Fabrice Barusseau malgré l'abstention inconséquente de la droite et de l'extrême droite. Il s'agit de la première loi d'adaptation au changement climatique et de réforme des mécanismes d'assurance.

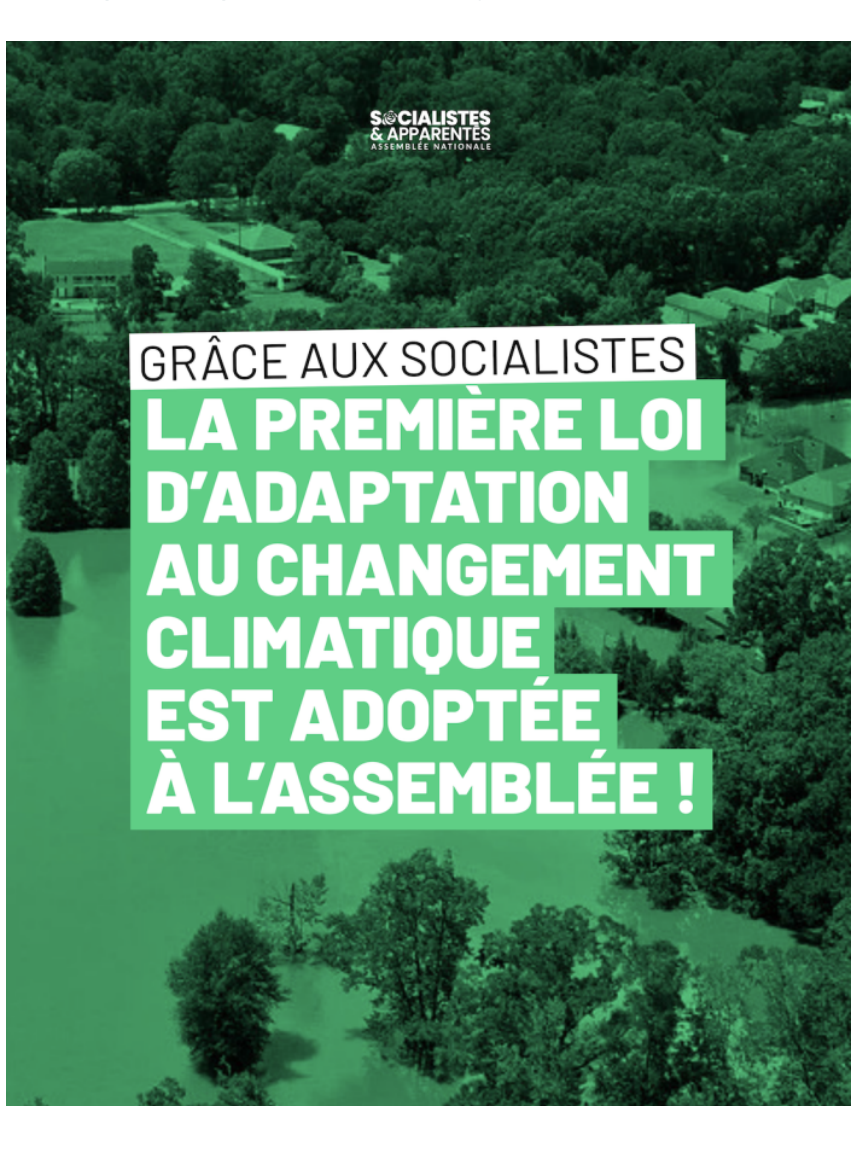
Ce vote inédit constitue une avancée majeure face à l'intensification des évènements climatiques qui menacent notre vie quotidienne et la résilience de nos territoires.

Les coûts liés aux catastrophes naturelles ont atteint 5,2 milliards d'euros en 2025 et pourraient doubler d'ici 2050. Face à cette envolée des coûts, les assureurs risquent de se retirer des zones les plus exposées privant ainsi les ménages et les entreprises qui y sont installés d'une couverture essentielle.

Les collectivités territoriales sont également concernées. Une part croissante des communes, notamment rurales, littorales ou ultramarines, ne sont plus ou mal assurées faute d'offres disponibles et accessibles.

Reconstruire à l'identique perpétue une vulnérabilité coûteuse. Notre proposition de loi transpartisane privilégie ainsi les reconstructions résilientes et garantit un accès à l'assurance pour les collectivités, les ménages et les entreprises les plus exposés.

Nous appelons à son inscription rapide à l'ordre du jour du Sénat.



RETOUR EN IMAGES SUR L'INAUGURATION DU PROJET LE BAIN SAUVAGE À BEDOUS

J'ai assisté, le 10 avril, à l'inauguration d'un très beau projet en Vallée d'Aspe : la réhabilitation du GMLS de Bedous.

Du logement permanent, du logement pour les saisonniers et du logement touristique.
Un juste équilibre pour faire vivre nos vallées !

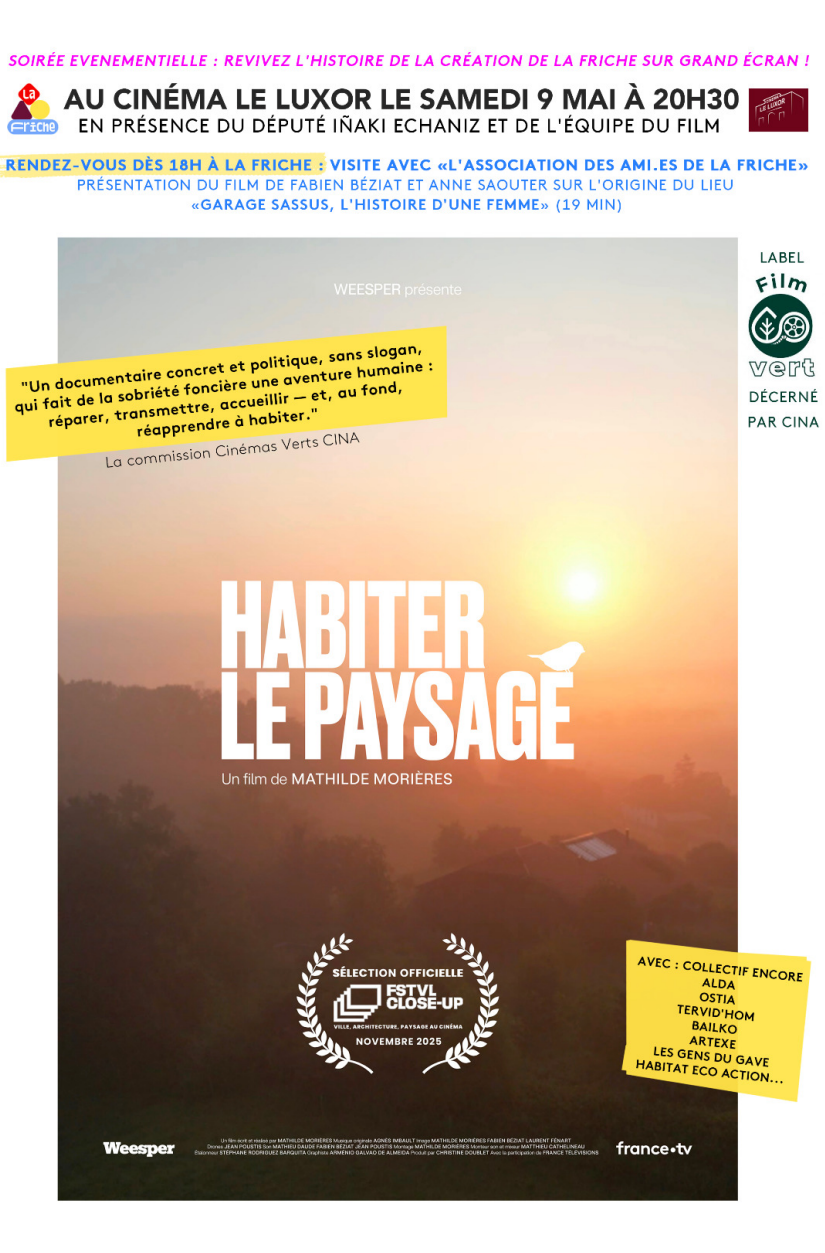
Bravo Roxanne et Samuel et longue vie au bain sauvage !

LE BAIN SAUVAGE

SOIRÉE CINÉMA AU LUXOR D'OLORON

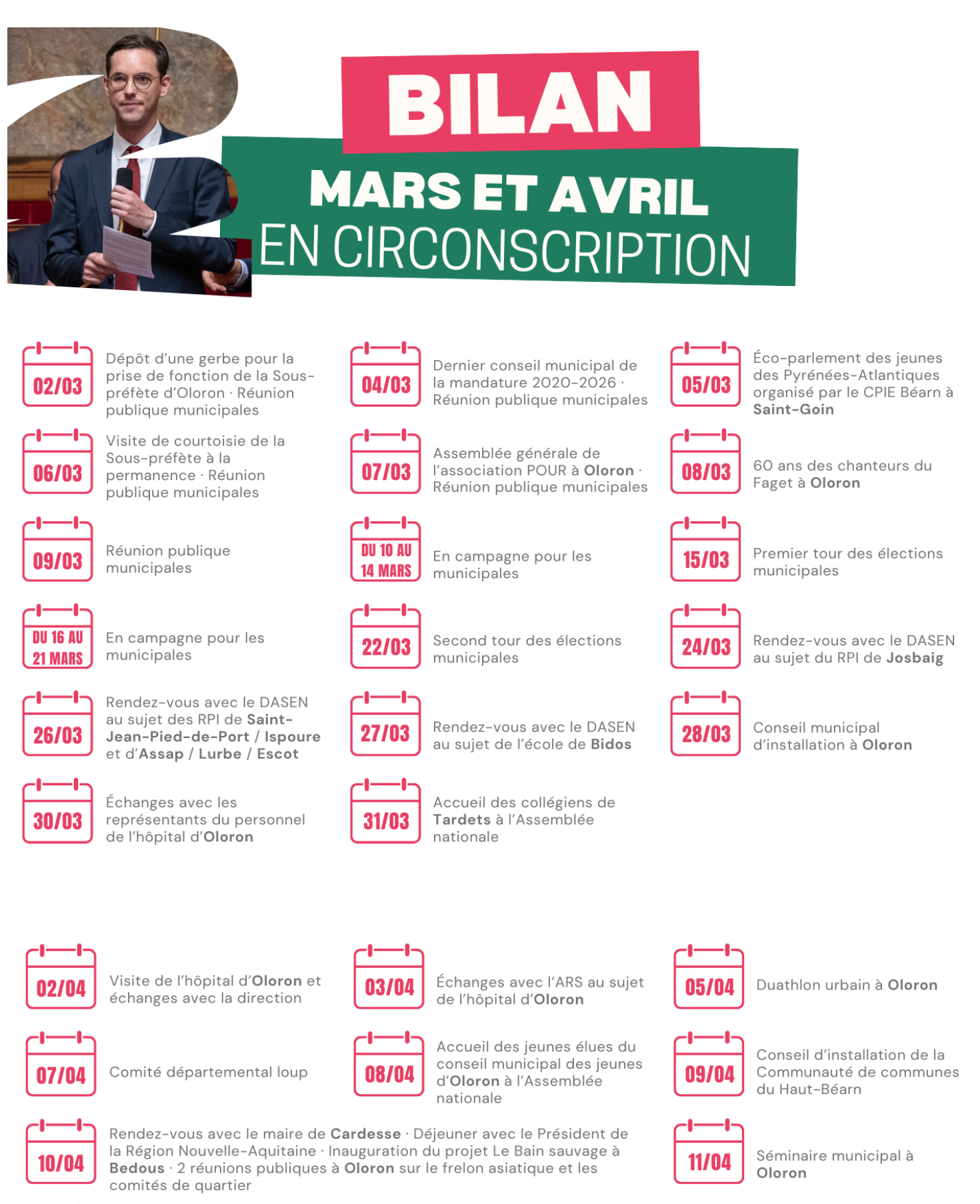
Je vous donne rendez-vous **le samedi 9 mai** au cinéma Le Luxor pour une diffusion du film *Habiter le paysage* en présence de l'équipe du film.

La projection sera précédée de quelques animations à la friche dès 18h.


SOIRÉE EVENEMENTIELLE : REVIVEZ L'HISTOIRE DE LA CRÉATION DE LA FRICHE SUR GRAND ÉCRAN !
AU CINÉMA LE LUXOR LE SAMEDI 9 MAI À 20H30
EN PRÉSENCE DU DÉPUTÉ IÑAKI ECHANIZ ET DE L'ÉQUIPE DU FILM
RENDEZ-VOUS DÈS 18H À LA FRICHE : VISITE AVEC «L'ASSOCIATION DES AMI.ES DE LA FRICHE»
PRÉSENTATION DU FILM DE FABIEN BÉZIAT ET ANNE SAOUTER SUR L'ORIGINE DU LIEU
«GARAGE SASSUS, L'HISTOIRE D'UNE FEMME» (19 MIN)
WEESPER présente
"Un documentaire concret et politique, sans slogan, qui fait de la sobriété foncière une aventure humaine : réparer, transmettre, accueillir — et, au fond, réapprendre à habiter."
La commission Cinémas Verts CINA
LABEL Film vert DÉCERNÉ PAR CINA
HABITER LE PAYSAGE
Un film de MATHILDE MORIÈRES
SÉLECTION OFFICIELLE FSTVL CLOSE-UP NOVEMBRE 2025
AVEC : COLLECTIF ENCORE ALDA OSTIA TERVID'HOM BAILKO ARTEXE LES GENS DU GAVE HABITAT ECO ACTION...
Weesper
france·tv

BILAN CIRCO'

Après un mois de mars marqué par la campagne municipale, j'étais de retour sur les routes de la circonscription dès le scrutin terminé. Plongée dans mon agenda des mois de mars et avril.



BILAN
MARS ET AVRIL
EN CIRCONSCRIPTION

- 02/03 Dépôt d'une gerbe pour la prise de fonction de la Sous-préfète d'Oloron · Réunion publique municipales
- 04/03 Dernier conseil municipal de la mandature 2020-2026 · Réunion publique municipales
- 05/03 Éco-parlement des jeunes des Pyrénées-Atlantiques organisé par le CPIE Béarn à **Saint-Goin**
- 06/03 Visite de courtoisie de la Sous-préfète à la permanence · Réunion publique municipales
- 07/03 Assemblée générale de l'association POUR à **Oloron** · Réunion publique municipales
- 08/03 60 ans des chanteurs du Faget à **Oloron**
- 09/03 Réunion publique municipales
- DU 10 AU 14 MARS En campagne pour les municipales
- 15/03 Premier tour des élections municipales
- DU 16 AU 21 MARS En campagne pour les municipales
- 22/03 Second tour des élections municipales
- 24/03 Rendez-vous avec le DASEN au sujet du RPI de **Josbaig**
- 26/03 Rendez-vous avec le DASEN au sujet des RPI de **Saint-Jean-Pied-de-Port** / **Ispoure** et d'**Assap** / **Lurbe** / **Escot**
- 27/03 Rendez-vous avec le DASEN au sujet de l'école de **Bidos**
- 28/03 Conseil municipal d'installation à **Oloron**
- 30/03 Échanges avec les représentants du personnel de l'hôpital d'**Oloron**
- 31/03 Accueil des collégiens de **Tardets** à l'Assemblée nationale

- 02/04 Visite de l'hôpital d'**Oloron** et échanges avec la direction
- 03/04 Échanges avec l'ARS au sujet de l'hôpital d'**Oloron**
- 05/04 Duathlon urbain à **Oloron**
- 07/04 Comité départemental loup
- 08/04 Accueil des jeunes élues du conseil municipal des jeunes d'**Oloron** à l'Assemblée nationale
- 09/04 Conseil d'installation de la Communauté de communes du Haut-Béarn
- 10/04 Rendez-vous avec le maire de **Cardesse** · Déjeuner avec le Président de la Région Nouvelle-Aquitaine · Inauguration du projet Le Bain sauvage à **Bedous** · 2 réunions publiques à **Oloron** sur le frelon asiatique et les comités de quartier
- 11/04 Séminaire municipal à **Oloron**
- 13/04 Rendez-vous avec l'association TRAM-E

SOCIALISTES
ASSEMBLÉE NATIONALE
IÑAKI ECHANIZ ·4E CIRCONSCRIPTION DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Pour vous désabonner, cliquez ici